

**N° 5108<sup>6</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

---

**PROJET DE LOI****relatif à l'assainissement et la liquidation  
des entreprises d'assurances et modifiant la loi modifiée  
du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES  
ET DU BUDGET**

(9.2.2004)

La Commission se compose de: M. Lucien WEILER, Président; M. Norbert HAUPERT, Rapporteur; MM. François BAUSCH, Alex BODRY, Emile CALMES, Lucien CLEMENT, Gast GIBERYEN, Gusty GRAAS, Jeannot KRECKE, Jean-Paul RIPPINGER, Serge URBANY et Claude WISELER, Membres.

\*

**1. ANTECEDENTS**

Le présent projet de loi visant principalement à transposer en droit luxembourgeois certaines directives en matière d'assurances a été déposé le 12 mars 2003 par le Ministre du Trésor et du Budget. Le texte du projet était accompagné de tables de correspondance entre les articles de la directive 2001/17/CE et les articles du texte du projet, d'un exposé des motifs ainsi que d'un commentaire des articles. Par dépêche du 25 avril 2003, le Ministre aux Relations avec le Parlement a communiqué au Président de la Chambre des Députés quelques amendements gouvernementaux. Les avis de la Chambre de Commerce et du Conseil d'Etat furent rendus le 14 juillet 2003 respectivement le 11 novembre 2003. La Commission des Finances et du Budget a désigné dans sa réunion du 8 décembre 2003 Monsieur Norbert HAUPERT comme rapporteur du projet de loi. Durant les réunions des 8 et 11 décembre 2003, les avis de la Chambre de Commerce et du Conseil d'Etat furent analysés ainsi que les amendements adoptés. L'avis complémentaire du Conseil d'Etat du 27 janvier 2004 fut analysé au cours de la réunion du 9 février 2004. Finalement, le présent rapport fut adopté par la Commission au cours de cette dernière réunion.

\*

**2. OBJET DU PROJET DE LOI**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la transposition en droit national de trois directives européennes, à savoir:

- la directive 2001/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 concernant l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurance;
- une partie de la directive 2000/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile des véhicules automoteurs;
- la directive 2002/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 novembre 2002 concernant l'assurance directe sur la vie.

## 2.1. La directive concernant l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurance

La directive 2001/17/CE entend instituer dans les pays de l'Union les principes de l'unicité et de l'universalité des procédures de liquidation des entreprises d'assurance; l'unicité signifiant que les autorités de l'Etat du siège de l'entreprise ont la compétence exclusive d'entamer une procédure de liquidation à l'encontre d'une entreprise d'assurance défaillante; l'universalité signifiant que la liquidation prononcée par les autorités de l'Etat du siège, produit, sans autre forme de procédure, ses effets dans tous les pays de l'Union. Les mêmes principes devant par ailleurs s'appliquer aux mesures d'assainissement susceptibles d'affecter elles aussi les droits des assurés.

Depuis la création du marché intérieur des assurances, tout assureur d'un Etat membre peut offrir ses produits dans n'importe quel pays de l'Union européenne sous le contrôle prudentiel exclusif de l'autorité de son pays d'origine. Ce régime de contrôle n'est cependant valable pour le moment que pour les entreprises en activité et ne s'applique pas encore aux entreprises en liquidation. Il en résulte qu'en cas de liquidation forcée d'une compagnie d'assurance, les autorités compétentes de chaque Etat peuvent reprendre leurs droits et faire ouvrir, à côté de la procédure principale engagée par les autorités de l'Etat du siège de la compagnie, une procédure de liquidation secondaire dans leur propre pays. Or, la directive créant le marché intérieur des assurances a également institué la liberté de localisation des actifs de couverture des engagements de l'entreprise d'assurance. Cette liberté peut conduire, en cas de liquidation forcée d'une entreprise d'assurance, à des inégalités de traitement d'assurés résidant dans des pays différents, du fait que l'assureur aurait déposé une partie significative de ses actifs dans un pays où il n'aurait pris que peu d'engagements. *C'est pour parer à cet inconvénient et pour assurer un traitement égalitaire de tous les assurés d'une entreprise soumise à une mesure d'assainissement ou de liquidation forcée, que la directive, faisant l'objet d'une transposition en droit luxembourgeois par le présent projet, a consacré les principes d'unicité et d'universalité.*

Subsidiairement, la directive entend étendre à tous les Etats de l'Union les mécanismes de protection existant déjà dans certains Etats membres, y compris le Grand-Duché, qui consistent à accorder aux assurés soit un privilège absolu sur les actifs de couverture soit un privilège portant sur l'ensemble des actifs de l'entreprise, mais primé par un nombre limité d'autres privilèges comme ceux des salariés, du Trésor public ainsi que des organismes de la sécurité sociale. *Comme le Luxembourg a opté depuis longtemps pour le privilège absolu, cette disposition de la directive n'a plus besoin d'être transposée en droit national et ne fait par conséquent pas l'objet du présent projet.*

## 2.2. La directive sur l'assurance automobile

Le second objectif du projet sous rubrique consiste à transposer une partie de la directive 2000/26/CE concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'assurance responsabilité civile en matière d'automobile. Notons que l'essence de cette directive a été transposée par la loi du 16 avril 2003 sur l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. Certaines dispositions de cette directive, notamment celle concernant le représentant chargé du règlement des sinistres imposé aux entreprises luxembourgeoises ainsi qu'aux succursales des pays tiers sollicitant un agrément au Grand-Duché, n'ont pas été transposées par la loi précitée parce qu'il a été jugé qu'elles trouveraient leur place naturelle plutôt dans la loi générale sur le secteur des assurances, que dans la loi spéciale sur l'assurance automobile. *La transposition de cette disposition fait l'objet de l'article 3 du projet.*

## 2.3. La directive assurance-vie

En dernier lieu, le projet entend transposer en partie les dispositions de la directive 2002/83/CE concernant l'assurance directe sur la vie. Il s'agit d'une directive de coordination regroupant les textes des trois directives „vie“ arrêtées par le Conseil (directives 79/267/CEE, 90/619/CEE et 92/96/CEE). Le Parlement européen et le Conseil ont profité de l'exercice de coordination pour apporter deux modifications aux textes dont la première tend à renforcer la confidentialité des informations émanant d'un autre Etat membre, et la seconde à actualiser la définition des marchés réglementés figurant dans la directive de 1992. *L'article 4 du projet arrête la transposition de ces modifications.*

Pour arrondir le projet, il a été profité pour remplacer les dernières références faites à l'écu dans la loi du 6 décembre 1991, par des références à l'euro.

### **3. ANALYSE DU TEXTE DU PROJET RELATIF A LA TRANSPOSITION DE LA DIRECTIVE 2001/17/CE**

Les deux premiers articles du projet sont consacrés à la transposition de la directive concernant l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurance. L'article premier a trait aux dispositions diverses qui sont connexes aux mesures d'assainissement et de liquidation. Il ajoute à la loi modifiée du 6 décembre 1991 les définitions et y apporte les modifications de texte qui s'imposent par la directive en question.

L'article 2 consacre la transposition même de la directive précitée en adaptant et en complétant le chapitre 6 de la loi modifiée du 6 décembre 1991, concernant l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurance, en conséquence. Le projet subdivise le chapitre en quatre sections. Une première section traite les dispositions communes aux mesures d'assainissement respectivement aux procédures de liquidation. La seconde section porte sur les dispositions concernant le sursis de paiement qui constitue la seule mesure prévue par la législation luxembourgeoise en matière d'assainissement des entreprises. Les troisième et quatrième sections ont trait respectivement à la liquidation judiciaire et à la liquidation volontaire des entreprises d'assurance.

#### **3.1. Dispositions communes aux mesures d'assainissement et de liquidation**

Le projet dispose que le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale est compétent pour prendre les mesures d'assainissement et de liquidation judiciaire à l'égard des entreprises d'assurance luxembourgeoises ainsi que de leurs succursales situées dans d'autres Etats membres de l'UE. Les décisions ainsi prises par le tribunal luxembourgeois produisent leurs effets dans toute la Communauté selon la loi luxembourgeoise. Cependant, l'administrateur d'une mesure d'assainissement respectivement le liquidateur d'une entreprise doivent, dans l'exercice de leurs pouvoirs en conformité avec le droit luxembourgeois, respecter la loi de l'Etat sur le territoire duquel ils entendent agir en particulier quant aux modalités de réalisation de biens et à l'information des salariés.

Le projet consacre les mêmes principes d'unicité et d'universalité pour les mesures d'assainissement et de liquidation à l'égard d'une entreprise d'assurance non luxembourgeoise qui seraient prises par les autorités d'un autre Etat membre dans lequel cette entreprise est établie. Le Commissariat aux assurances informé par les autorités étrangères d'une telle mesure doit en assurer la publication au Mémorial. Les mesures doivent être inscrites par les soins de l'administrateur ou du liquidateur au registre de commerce et des sociétés au Luxembourg.

Le projet va plus loin que la directive en étendant les principes d'unicité et d'universalité aux mesures décidées par les autorités d'un Etat non membre dans lequel une entreprise d'un pays tiers a son siège. Dans ce cas cependant, le tribunal d'arrondissement peut, à la demande du Commissariat aux assurances, procéder à l'ouverture d'une procédure secondaire à l'égard d'une succursale que l'entreprise en question gère au Grand-Duché, si le Commissariat estime nécessaire de préserver les intérêts des créanciers de la succursale luxembourgeoise. Les décisions prises dans le cadre d'une telle mesure à l'égard d'une succursale luxembourgeoise d'une compagnie d'un pays tiers ne produisent leurs effets que pour les seuls actifs et passifs se rattachant aux opérations réalisées dans notre pays. Par ailleurs, les curateurs ou liquidateurs ne peuvent faire valoir dans le Grand-Duché des droits sur les biens formant le patrimoine distinct de la succursale, affecté par privilège à la garantie du paiement des obligations résultant de l'exécution de ses contrats d'assurance, qu'après exécution intégrale des obligations envers les assurés de la succursale.

Le projet précise que les procédures d'assainissement respectivement de liquidation, leur déroulement ainsi que leurs effets matériels sont régis par les dispositions législatives et réglementaires luxembourgeoises. Pour faciliter l'interprétation de ce principe, il énumère une liste exemplative des situations soumises aux lois et règlements luxembourgeois.

Cependant, afin de protéger la sécurité de certaines transactions dans les autres Etats, le projet prévoit des exceptions à ce principe. Ainsi,

- les contrats de travail et les relations de travail sont exclusivement régis par l'Etat membre applicable au contrat ou à la relation;
- le contrat donnant droit de jouir ou d'acquérir un bien immobilier est exclusivement régi par le droit de l'Etat sur le territoire duquel est situé l'immeuble;

- les droits d’une compagnie d’assurance sur un immeuble, un navire ou un aéronef soumis à l’inscription dans un registre public, sont régis par l’Etat qui tient ce registre;
- les droits réels des créanciers ou des tiers sur des biens appartenant à la compagnie d’assurance et se trouvant, au moment de l’adoption des mesures d’assainissement ou de l’ouverture de la procédure de liquidation, sur le territoire d’un autre Etat membre, ne sont pas affectés par ces mesures; il en est de même de la réserve de propriété du vendeur sur un bien acquis par la compagnie d’assurance, se trouvant au moment de l’adoption des mesures ou de l’ouverture de la procédure sur le territoire d’un autre Etat membre;
- les mesures ne constituent pas une cause de résiliation de la vente d’un bien par l’entreprise d’assurance après livraison, si au moment de l’adoption des mesures, le bien se trouvait sur le territoire d’un autre Etat que celui de l’adoption des mesures;
- le droit pour un créancier d’invoquer la compensation de sa créance sur la compagnie d’assurance, avec sa dette envers elle, n’est pas affecté si la loi applicable aux créances des entreprises d’assurance prévoit cette compensation;
- les effets de l’adoption d’une mesure d’assainissement ou de l’ouverture d’une procédure de liquidation sur les droits et obligations des participants à un marché réglementé (marché de négociation d’instruments financiers) sont exclusivement régis par la loi applicable audit marché;
- les règles relatives à la nullité, l’annulation ou l’inopposabilité des actes préjudiciables à l’ensemble des tiers prévues par les dispositions législatives et réglementaires luxembourgeoises ne sont pas applicables lorsque la personne bénéficiant d’un tel acte apporte la preuve que ledit acte est soumis à la loi d’un Etat membre autre que l’Etat du siège de l’entreprise, et que cette loi ne permet, par aucun moyen, d’attaquer cet acte dans l’affaire en cause;
- la validité des actes de vente à titre onéreux par la compagnie d’assurance, après l’adoption d’une mesure d’assainissement ou l’ouverture d’une procédure de liquidation, d’un immeuble, d’un navire ou d’un aéronef, ainsi que de valeurs mobilières ou de titres dont l’existence ou le transfert suppose une inscription dans un registre ou un compte, est régie par la loi de l’Etat membre sur le territoire duquel est situé ce bien ou sous l’autorité duquel le registre ou le compte est tenu;
- les effets des mesures sur une instance en cours concernant un bien ou un droit dont l’entreprise d’assurance est dessaisie sont exclusivement régis par la loi de l’Etat membre dans lequel l’instance est en cours.

Rappelons dans ce contexte, que le droit luxembourgeois accorde un privilège absolu aux assurés sur les actifs représentatifs des provisions techniques de l’entreprise d’assurance, par préférence aux salariés, au Trésor public et aux organismes de sécurité sociale. Pour éviter que les lois étrangères concernant les droits réels des tiers, la réserve de propriété et la compensation n’affectent la portée de ce privilège absolu, le règlement grand-ducal pris en exécution de la loi du 6 décembre 1991 prohibe l’inscription dans l’inventaire des actifs représentatifs de tout bien grevé d’un privilège ou d’une garantie. Par ailleurs, les conventions passées par le Commissariat aux assurances avec les banques dépositaires de ces actifs, leur imposent l’obligation de lui signaler l’existence ou la constitution de toute garantie au mépris de cette interdiction.

### **3.2. Le sursis de paiement**

La section 2 de l’article 2 du projet reprend presque intégralement les dispositions relatives au sursis de paiement contenues dans la loi modifiée du 6 décembre 1991. Elle énumère les cas d’ouverture du sursis de paiement, fixe les règles de dépôt de la requête tendant au prononcé du sursis ainsi que la procédure devant le tribunal. Elle règle les modalités d’appel, détermine les effets de la mesure de sursis, qui ne peut dépasser six mois, et énonce les mesures de publicité.

Seuls le Commissariat aux assurances et les entreprises d’assurance peuvent demander au tribunal de prononcer le sursis de paiement. Si la demande est faite par l’entreprise, celle-ci doit, sous peine d’irrecevabilité de la demande, en avertir auparavant le Commissariat. Si la requête émane du Commissariat, celui-ci doit la signifier par exploit d’huissier à l’entreprise d’assurance. Le dépôt de la requête respectivement sa signification entraîne de plein droit sursis à tout paiement de la part de l’entreprise et comporte interdiction de procéder, sous peine de nullité, à tout acte autre que conservatoire.

Le jugement admettant le sursis de paiement nomme un ou plusieurs commissaires de surveillance qui contrôlent la gestion du patrimoine de l’entreprise. Dans les huit jours de son prononcé, le jugement

est publié, par extrait, à la diligence des commissaires au Mémorial et dans au moins trois journaux luxembourgeois ou étrangers désignés par le tribunal. Les décisions du jugement doivent être inscrites au registre de commerce et des sociétés au Luxembourg ainsi qu'à tout registre public d'un autre Etat membre prévoyant l'obligation d'une telle inscription.

### **3.3. La liquidation judiciaire**

La section 3 reprend elle aussi la majeure partie des dispositions relatives à la liquidation judiciaire énoncées dans la loi modifiée du 6 décembre 1991. Elle énumère les cas d'ouverture de la procédure de liquidation, règle le dépôt de la requête tendant au prononcé de la mesure, fixe la procédure devant le tribunal, règle les modalités d'appel, détermine les effets de la mesure, énonce les mesures de publicité, règle le fonctionnement de l'inventaire des actifs représentatifs des provisions techniques et détermine le sort des valeurs non réclamées à la clôture des opérations de liquidation.

Seuls le Commissariat aux assurances et le Procureur d'Etat peuvent demander au tribunal la liquidation judiciaire d'une entreprise d'assurance. La requête doit être signifiée par exploit d'huissier à la compagnie d'assurance. Le tribunal nomme un juge-commissaire ainsi qu'un ou plusieurs liquidateurs. Il peut rendre applicable les règles régissant la faillite. Dans ce cas, il peut fixer la date de cessation de paiement qui ne peut précéder de plus de six mois la date du dépôt de la requête. Tout comme dans le cas du sursis de paiement, le jugement prononçant la liquidation doit être publié, par extrait, à la diligence des liquidateurs au Mémorial, dans au moins trois journaux luxembourgeois ou étrangers désignés par le tribunal, au registre de commerce et des sociétés au Luxembourg ainsi qu'à tout registre public d'un autre Etat membre.

Les créanciers connus sont individuellement informés par note écrite par les soins des liquidateurs.

La composition des actifs inscrits, au moment de l'ouverture de la procédure, à l'inventaire permanent des actifs représentatifs que les entreprises d'assurances sont obligées de tenir et dont elles doivent communiquer la situation trimestriellement au Commissariat, ne peut plus être mise en cause ni être modifiée. Lesdits actifs sont augmentés de leur produit financier ainsi que des primes encaissées depuis l'ouverture de la procédure.

Les liquidateurs informent régulièrement les créanciers sur l'évolution de la liquidation. Lorsque la liquidation est terminée, les liquidateurs font rapport au tribunal sur l'emploi des valeurs de l'entreprise et lui soumettent les comptes et pièces à l'appui. Le tribunal peut nommer un ou plusieurs commissaires aux fins d'examiner les documents. Le tribunal désigne l'endroit de dépôt des livres et documents de l'entreprise. Cette décision ainsi que les mesures prises en vue de la consignation des sommes et valeurs revenant aux créanciers et actionnaires qui n'auraient pas encore produit leurs créances sont publiées de la même façon que le jugement prononçant la liquidation.

La section 4 de l'article 2 reprend les dispositions sur la liquidation volontaire telles qu'elles figurent déjà dans la loi du 6 décembre 1991. Notons que la directive 2001/17/CE ne mentionne pas la liquidation volontaire.

\*

## **4. LES AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET DU CONSEIL D'ETAT**

La *Chambre de Commerce* remarque qu'il y a un tribunal d'arrondissement à Luxembourg et un à Diekirch et que le texte devrait tenir compte de cette situation.

Le *Conseil d'Etat* fait dans ses avis une série de propositions de modifications de texte qui font l'objet du commentaire des articles ci-dessous.

\*

## 5. COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *Ad article 1er.–*

- a) Le Conseil d'Etat propose dans son avis de remplacer la notion de „procédure de liquidation collective“ par celle de „procédure de liquidation“ et de modifier en conséquence les autres articles.

Or, contrairement à la directive, la loi luxembourgeoise traite, à côté des liquidations à caractère collectif – c'est-à-dire celles qui font échec au droit de poursuite individuel des créanciers – des liquidations volontaires décidées par les seuls organes sociaux des entreprises d'assurances. Si dans la directive une simple référence à une procédure de liquidation ne comporte pas de risque de confusion – la définition ne valant que dans le cadre du champ d'application de la directive –, ce risque peut exister dans le cadre de la loi luxembourgeoise entre la procédure de liquidation – qui désignerait en fait la seule liquidation judiciaire et les procédures analogues étrangères – et la procédure de la liquidation volontaire. Pour cette raison, les auteurs du projet ont fait suivre à l'article 61 relatif à la liquidation volontaire le mot de „liquidation“ par celui de „volontaire“.

La COFIBU a décidé de maintenir le terme de „liquidation collective“ afin d'assurer une distinction nette entre „liquidation volontaire“ et „liquidation collective“ au lieu de se rallier à la proposition du Conseil d'Etat.

- b) Lors de la discussion des articles, la Commission des Finances et du Budget a décidé d'amender l'article 1er en y introduisant un nouveau point 5. Par conséquent, il faut renuméroter les points suivants de l'article.

Le premier volet du nouveau point concerne l'article 51 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances qui traite du retrait de l'agrément de pratiquer des opérations d'assurances. Le retrait complet de l'agrément entraîne la désignation par le Commissariat aux assurances d'un ou de plusieurs liquidateurs chargés de la liquidation des contrats et des actifs représentatifs des provisions techniques. Ces liquidateurs peuvent également transférer tout ou partie des contrats à une ou plusieurs autres compagnies d'assurances.

Ce faisant les liquidateurs peuvent opérer une réduction éventuelle des droits et obligations découlant des contrats liquidés ou transférés.

La Commission a décidé de supprimer cette possibilité pour les liquidateurs de modifier ainsi unilatéralement les engagements de la société au détriment des droits des preneurs d'assurance, assurés et bénéficiaires. Par conséquent, cette possibilité subsistera seulement dans le cas d'une liquidation par voie judiciaire traitée aux articles 61 et suivants du projet de loi. Dans ce cadre, la réduction des droits s'effectuera sous le contrôle des autorités judiciaires et bénéficiera des mesures de protection et de publicité prévues à ces articles et à la directive 2001/17/CE.

L'autre volet du nouveau point est destiné à réparer un oubli de mise à jour d'une référence.

Le Conseil d'Etat s'est déclaré d'accord avec cet amendement.

- c) Finalement, le Conseil d'Etat a relevé dans son avis complémentaire qu'à l'article 1er du projet gouvernemental qui se rapporte à l'article 25, point 1, définition sous mm) il faudrait ajouter le terme „provisionnées“ qui avait été omis dans la version initiale.

### *Ad article 2.–*

- a) *ad article 56 point 3.*

La Commission s'est ralliée à la proposition du Conseil d'Etat d'augmenter la lisibilité de la dernière phrase en reprenant littéralement le texte de la phrase finale du paragraphe 3 de l'article 27 de la directive 2001/17/CE.

- b) *ad article 56-1 point 1.*

Le projet gouvernemental faisait référence au seul tribunal d'arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale. Conformément à l'avis de la Chambre de Commerce, la Commission des Finances et du Budget est d'avis que cette formulation ne tient pas compte du fait qu'il existe deux arrondissements judiciaires au Grand-Duché, un à Luxembourg-Ville et un à Diekirch, tous les deux ayant un tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale. Comme il n'est pas à exclure qu'une entreprise d'assurances ait son siège dans l'arrondissement de Diekirch, la Commission a amendé l'article en question en omettant le terme „de Luxembourg“, même si ce changement



s'écarte du parallélisme existant entre le projet sous rubrique et celui concernant les établissements de crédit (doc. parl. 5153). Le Conseil d'Etat a marqué son accord avec cet amendement.

c) *ad article 56-1 point 6.*

La Commission s'est ralliée à la proposition du Conseil d'Etat d'augmenter la lisibilité de la dernière phrase en reprenant littéralement le texte de la directive 2001/17/CE.

d) *ad article 56-2.*

Concernant la remarque de la Haute Corporation au sujet de la reconnaissance sans formalité des procédures d'assainissement et de liquidation décidées par les autorités des pays tiers, la Commission préfère maintenir la formulation du projet gouvernemental pour garder le parallélisme avec les solutions adoptées dans le projet de loi sur la liquidation des établissements de crédit (doc. parl. 5153). Etant donné qu'en matière bancaire, la Commission estime qu'il n'est pas opportun de suivre la proposition du Conseil d'Etat et de prévoir des exigences de réciprocité.

e) *ad article 58-2.*

La Commission se rallie à la proposition du Conseil d'Etat de prévoir un paragraphe 3 supplémentaire disposant que „la loi régissant la constitution du droit réel détermine la nature réelle de ce droit au sens du présent article“ et de renuméroter en conséquence les paragraphes 3 et 4 actuels.

Par ailleurs, la Commission se rallie à la proposition de rédaction de la Haute Corporation concernant le paragraphe 2 point c) pour le rendre complètement conforme au texte de l'article 20 de la directive.

La remarque du Conseil d'Etat au sujet de l'applicabilité du paragraphe 4 initial aux seules procédures de liquidation n'est pas retenue par la Commission, car l'ensemble de l'article 58-2 – comme d'ailleurs toute la section 1 – s'applique indistinctement aux mesures d'assainissement – appelées au Grand-Duché „sursis de paiement“ – et aux procédures de liquidation. Une référence spéciale au sursis de paiement est donc superflue; elle est même inopportune, car elle permettrait des interprétations a contrario si un ajout analogue n'était pas effectué à l'endroit des articles 58-3 point 3, 58-4 point 2 et 58-5 point 2.

f) *ad article 58-3.*

En ce qui concerne l'article 58-3 relatif à la réserve de propriété du vendeur sur un bien acquis par la compagnie d'assurance, respectivement du droit de propriété de l'acheteur d'un bien vendu par la compagnie, se trouvant au moment de l'adoption d'une mesure d'assainissement ou de l'ouverture de la procédure de liquidation sur le territoire d'un autre Etat membre, le Conseil d'Etat se demande pourquoi la reconnaissance de ce droit est limitée aux biens se trouvant sur le territoire d'un autre Etat membre alors que le droit commun de la faillite ne fait pas cette distinction.

Dans ce contexte, il faut relever que l'article 39 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 consacre la primauté du privilège des assurés sur l'ensemble des actifs représentatifs de l'entreprise d'assurance. Privilège absolu qui prime tous les autres privilèges y compris ceux des salariés, du Trésor public et des organismes de sécurité sociale. L'article 39 constituant une disposition essentielle pour la protection des assurés, la Commission est d'accord avec le gouvernement d'y apporter un minimum d'exceptions possibles et par conséquent de ne pas suivre le Conseil d'Etat dans sa proposition de texte.

g) *ad article 59-1.*

La Commission suit l'avis de la Haute Corporation de compléter le paragraphe 4 afin d'établir le parallélisme avec le texte correspondant du projet de loi sur les établissements de crédit (doc. parl. 5153), à savoir de dispenser l'exploit d'huissier des droits de timbre et d'enregistrement et de la formalité de l'enregistrement.

h) *ad article 59-2.*

Quant à la proposition du Conseil d'Etat de remplacer à l'article 59-2 le terme „commissaire de surveillance“ par celui d'„administrateur“ utilisé par la directive, la Commission propose de maintenir le terme „commissaire de surveillance“ utilisé dans les anciens textes de la loi du 6 décembre 1991. Elle estime en effet que le terme „administrateur“ pourrait porter à confusion avec les membres du Conseil d'administration d'une société.

i) *ad article 60.*

La Commission se rallie à la proposition de rédaction du Conseil d'Etat afin de rendre clair que „la décision concernant l'ouverture d'une procédure de liquidation peut être prise en l'absence d'une

*mesure de sursis de paiement antérieure*“. Par contre, la situation de la demande en liquidation judiciaire intervenant après décision de mise en liquidation volontaire est réglée par l’article 61.

j) *ad article 60-2.*

Concernant l’article 60-2, le Conseil d’Etat se pose des questions quant au rôle et à la responsabilité du troisième intervenant dans la procédure de liquidation désigné dans le texte par „toute autre personne habilitée à cet effet par le tribunal de poursuivre certaines activités de l’entreprise d’assurance“. Bien que ce terme ait été emprunté au texte de la directive, la Commission propose, étant donné que le tribunal peut désigner plusieurs liquidateurs, et qu’il n’y a pas obligation pour le législateur luxembourgeois de prévoir l’existence d’une telle personne, de le supprimer du projet et de modifier en conséquence le texte de l’article 56-1 point 3. Le nouveau texte adopté par la Commission a été soumis à l’avis complémentaire du Conseil d’Etat qui s’est réjoui du fait que la Commission ait répondu à sa réflexion faite dans son premier avis.

La Commission se rallie par ailleurs à la proposition de rédaction du Conseil d’Etat concernant le paragraphe 9.

*Ad article 3.–*

La Commission se rallie à la proposition de rédaction de la Haute Corporation en ce qui concerne le libellé du premier paragraphe.

*Ad article 5.–*

La Commission se rallie à la proposition de la Haute Corporation concernant la mise en vigueur de la loi. En effet, les deux dates d’entrée en vigueur prévues par le projet gouvernemental sont entre-temps dépassées par la procédure législative effectivement suivie et une mise en vigueur rétroactive ne peut entrer en considération.

\*

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d’adopter le projet de loi dans la teneur qui suit:

\*

## TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

### PROJET DE LOI

#### relatif à l’assainissement et la liquidation des entreprises d’assurances et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

**Art. 1er.– Dispositions diverses connexes aux mesures d’assainissement et de liquidation**

La loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances est modifiée comme suit:

1) L’article 25 point 1 est complété par les définitions suivantes:

- „kk) „mesure d’assainissement“: le sursis de paiement visé à l’article 59 de la présente loi ainsi que toute autre mesure comportant une intervention d’organes administratifs ou d’autorités judiciaires, qui est destinée à préserver ou rétablir la situation financière d’une entreprise d’assurances et qui affecte les droits préexistants des parties autres que l’entreprise d’assurances elle-même, y compris, mais pas uniquement, les mesures qui comportent la possibilité d’une suspension des paiements, d’une suspension des mesures d’exécution ou d’une réduction des créances;
- ll) „procédure de liquidation collective“: la procédure de liquidation judiciaire visée à l’article 60 de la présente loi ainsi que toute autre procédure collective entraînant la réalisation des actifs d’une entreprise d’assurances et la répartition du produit entre les créanciers, les actionnaires ou les associés, selon le cas, ce qui implique nécessairement une intervention de l’autorité administrative ou judiciaire d’un Etat membre, y compris lorsque cette procédure collective est clôturée par un concordat ou une autre mesure analogue, que la procédure soit ou non fondée sur l’insolvabilité ou qu’elle soit volontaire ou obligatoire;



mm) „créance d'assurance“: tout montant qui est dû par une entreprise d'assurances à des assurés, des preneurs d'assurance, des bénéficiaires ou à toute victime disposant d'un droit d'action direct à l'encontre de l'entreprise d'assurances et qui résulte d'un contrat d'assurance ou de toute opération visée à l'article 1er, paragraphes 2 et 3, de la directive 79/267/CEE dans l'activité d'assurance directe, y compris les montants provisionnés pour les personnes précitées lorsque certains éléments de la dette ne sont pas encore connus. Les primes dues par une entreprise d'assurances résultant de la non-conclusion ou de l'annulation desdits contrats d'assurance ou opérations conformément à la loi applicable à ces contrats ou opérations avant l'ouverture de la procédure de liquidation collective sont aussi considérées comme des créances d'assurance.“

2) La première phrase de l'article 36 est remplacée comme suit:

„Les provisions techniques ainsi que les créances d'assurances non comprises dans les provisions techniques doivent être représentées à tout moment par des actifs équivalents et congruents, ci-après désignés par actifs représentatifs des provisions techniques.“

3) Le premier alinéa de l'article 39 est remplacé comme suit:

„L'ensemble des actifs représentatifs des provisions techniques constitue un patrimoine distinct affecté par privilège à la garantie du paiement des créances d'assurance.“

4) Aux articles 50 point 2 et 51 point 4 les mots „sans préjudice des articles 56 et 57“ sont remplacés par les termes „sans préjudice des dispositions des sections 1 et 2 du chapitre 6“.

5) L'article 51 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances est modifié comme suit:

1. Au point 5 alinéas 2 et 3 les mots „avec réduction éventuelle des droits et obligations“ sont supprimés.

2. Au point 7 la référence à l'article 57 point 10 est remplacée par une référence à l'article 60-7.

6) L'article 61 actuel est inséré à la suite de l'article 46 et prend le numéro 46-1.

7) Aux articles 81 et 87 le terme „écus“ est remplacé par celui d'„euros“.

## **Art. 2.– *L'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurances***

Le chapitre 6 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances est remplacé par les dispositions suivantes:

### **„Chapitre 6 – *L'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurances***

#### *Section 1: Dispositions communes aux mesures d'assainissement et aux procédures de liquidation collectives*

**Art. 55.–** Sans préjudice des dispositions de l'article 60-2 point 3 sont inapplicables aux entreprises d'assurances le livre III du Code de Commerce, les dispositions de la loi du 4 avril 1886 concernant le concordat préventif de la faillite telle qu'elle a été modifiée ainsi que les dispositions de l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1935 complétant la législation relative au sursis de paiement, au concordat préventif de la faillite par l'institution du régime de la gestion contrôlée.

**Art. 56.–** 1. Le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale, désigné au présent chapitre par le tribunal, est seul compétent pour prendre les mesures prévues aux articles 59 et 60 à l'égard d'une entreprise luxembourgeoise, y compris de ses succursales dans d'autres Etats membres.

2. Toute décision prise conformément aux articles 59 et 60 à l'égard d'une entreprise luxembourgeoise, y compris de ses succursales dans d'autres Etats membres, produit ses effets dans toute la Communauté selon la loi luxembourgeoise dès que la décision produit ses effets au Grand-Duché de Luxembourg.

3. Dans l'exercice de leurs pouvoirs conformément à la loi luxembourgeoise, les organes dirigeants d'une entreprise d'assurances soumise au régime du sursis de paiement et les liquidateurs d'une entreprise mise en liquidation judiciaire respectent la loi de l'Etat membre sur le territoire

duquel ils entendent agir, en particulier quant aux modalités de réalisation des biens et quant à l'information des travailleurs salariés. Ces organes dirigeants ou liquidateurs ne peuvent pas recourir à l'emploi de la force ou statuer sur un litige ou un différend.

**Art. 56-1.**– 1. Les mesures d'assainissement ou de liquidation collective décidées par les autorités administratives ou judiciaires d'un Etat membre dans lequel une entreprise communautaire autre que luxembourgeoise a son siège social produisent, sans aucune autre formalité, tous leurs effets au Luxembourg selon la législation de l'Etat d'origine. Cette règle s'applique également lorsque le droit luxembourgeois ne prévoit pas de telles mesures ou soumet leur mise en oeuvre à des conditions qui ne sont pas remplies.

Les mesures produisent leurs effets au Luxembourg dès qu'elles produisent leurs effets dans l'Etat où elles ont été prises.

2. Lorsque le Commissariat est informé de la décision relative à l'adoption d'une mesure d'assainissement ou de l'ouverture d'une procédure de liquidation collective à l'égard d'une entreprise communautaire autre que luxembourgeoise, il en assure la publicité par publication au Mémorial.

3. L'administrateur d'une mesure d'assainissement, le liquidateur ou toute autorité ou personne dûment habilitée dans l'Etat membre d'origine doit demander qu'une mesure d'assainissement ou la décision d'ouverture d'une procédure de liquidation collective soit inscrite au registre de commerce et des sociétés au Luxembourg. Les dispositions impératives de la loi sur le registre de commerce et des sociétés sont applicables.

4. La nomination d'un administrateur d'une mesure d'assainissement ou d'un liquidateur est établie au Grand-Duché de Luxembourg par la présentation d'une copie, certifiée conforme à l'original, de la décision qui le nomme ou par tout autre certificat établi par les autorités compétentes de l'Etat membre d'origine, accompagnée d'une traduction dans une des langues officielles du Luxembourg. Aucune légalisation ou autre formalité analogue n'est requise.

5. Les administrateurs d'une mesure d'assainissement et les liquidateurs sont habilités à exercer sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg tous les pouvoirs qu'ils sont habilités à exercer sur le territoire de l'Etat membre d'origine. Des personnes chargées de les assister ou, le cas échéant, de les représenter peuvent être désignées au Luxembourg, conformément à la législation de l'Etat membre d'origine, dans le déroulement de la mesure d'assainissement ou de la procédure de liquidation collective, en particulier afin d'aider à résoudre des difficultés éventuellement rencontrées par les créanciers luxembourgeois.

6. Dans l'exercice de ses pouvoirs conformément à la législation de l'Etat membre d'origine, l'administrateur d'une mesure d'assainissement ou le liquidateur est tenu de respecter la loi luxembourgeoise s'il entend agir sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier quant aux modalités de réalisation des biens et quant à l'information des travailleurs salariés. Ces organes dirigeants ou liquidateurs ne peuvent pas recourir à l'emploi de la force ou statuer sur un litige ou un différend.

**Art. 56-2.**– 1. Les mesures d'assainissement ou de liquidation collective décidées par les autorités administratives ou judiciaires d'un Etat non membre dans lequel une entreprise d'un pays tiers a son siège social et ayant, d'après la loi de cet Etat, un effet au Luxembourg, produisent, sans aucune autre formalité, tous leurs effets au Luxembourg selon la législation de l'Etat d'origine. Cette règle s'applique également lorsque le droit luxembourgeois ne prévoit pas de telles mesures ou soumet leur mise en oeuvre à des conditions qui ne sont pas remplies.

Les mesures produisent leurs effets au Luxembourg dès qu'elles produisent leurs effets dans l'Etat où elles ont été prises.

2. Nonobstant le point 1, le tribunal est compétent pour prendre, à la demande du Commissariat, les mesures prévues aux articles 59 et 60 à l'égard de la succursale luxembourgeoise d'une entreprise d'un pays tiers. Seul le Commissariat est compétent pour demander au tribunal de prendre ces mesures, s'il l'estime nécessaire pour préserver les intérêts des créanciers de la succursale luxembourgeoise.

3. Toute décision prise conformément aux articles 59 et 60 à l'égard d'une succursale luxembourgeoise d'une entreprise d'un pays tiers ne produit ses effets que pour les seuls actifs et passifs se rattachant aux opérations réalisées au Luxembourg.

4. Lorsqu'une entreprise d'un pays tiers opérant dans le Grand-Duché de Luxembourg fait l'objet d'une procédure de liquidation collective, les curateurs ou liquidateurs ne peuvent faire valoir dans le Grand-Duché de Luxembourg des droits sur les biens formant le patrimoine distinct visé à l'article 39 qu'après exécution intégrale des obligations y mentionnées.

**Art. 57.**– Tous actes, pièces et documents, tendant à éclairer le tribunal sur les requêtes visées par les dispositions des sections 2 et 3 du présent chapitre, sont dispensés de la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Les honoraires des administrateurs et des liquidateurs ainsi que tous autres frais occasionnés en application des sections 2 et 3 du présent chapitre sont à charge de l'entreprise en cause. Les honoraires et frais peuvent par dérogation à l'article 39 être prélevés sur le patrimoine distinct.

**Art. 58.**– 1. Sans préjudice des articles 58-1 à 58-8 ci-après, les décisions, les procédures et leurs effets résultant de l'application des dispositions des sections 2 et 3 du présent chapitre sont régis par les lois, règlements et dispositions administratives luxembourgeoises.

2. Sont notamment régis par les lois, règlements et dispositions administratives luxembourgeoises:

- a) les biens qui font l'objet du dessaisissement et le sort des biens acquis par l'entreprise d'assurances ou dont la propriété lui a été transférée après l'adoption de la mesure d'assainissement ou l'ouverture de la procédure de liquidation collective;
- b) les pouvoirs respectifs de l'entreprise d'assurances et du liquidateur ou de la personne chargée de gérer les mesures d'assainissement;
- c) les conditions d'opposabilité d'une compensation;
- d) les effets de l'adoption de la mesure d'assainissement ou de la procédure de liquidation collective sur les contrats en cours auxquels l'entreprise d'assurances est partie;
- e) les effets de l'adoption de la mesure d'assainissement ou de la procédure de liquidation collective sur les poursuites individuelles, à l'exception des instances en cours, tel que prévu par l'article 58-8;
- f) les créances à produire au passif de l'entreprise d'assurances et le sort des créances nées après l'adoption de la mesure d'assainissement ou l'ouverture de la procédure de liquidation collective;
- g) les règles concernant la production, la vérification et l'admission des créances;
- h) les règles de distribution du produit de la réalisation des biens, le rang des créances et les droits des créanciers qui ont été partiellement désintéressés après l'adoption de la mesure d'assainissement ou l'ouverture de la procédure de liquidation collective en vertu d'un droit réel ou par l'effet d'une compensation;
- i) les conditions et les effets de la clôture de la mesure d'assainissement ou de la procédure de liquidation collective;
- j) les droits des créanciers après la clôture de la mesure d'assainissement ou de la procédure de liquidation collective;
- k) la charge des frais et des dépens de la mesure d'assainissement ou de la procédure de liquidation collective;
- l) les règles relatives à la nullité, à l'annulation ou à l'inopposabilité des actes préjudiciables à l'ensemble des créanciers.

3. Sans préjudice des articles 58-1 à 58-8 ci-après, la décision concernant la prise d'une mesure d'assainissement ou l'ouverture d'une procédure de liquidation collective d'une entreprise autre que luxembourgeoise, les procédures d'assainissement ou de liquidation concernant cette entreprise et leurs effets sont régis par les lois, règlements et dispositions administratives de l'Etat membre d'origine de cette entreprise.

**Art. 58-1.**– Par dérogation à l'article 58, les effets de l'adoption de mesures d'assainissement ou de l'ouverture d'une procédure de liquidation collective sur les contrats et les droits visés ci-après sont régis par les règles suivantes:

- a) les contrats de travail et les relations de travail sont exclusivement régis par la loi de l'Etat membre applicable au contrat ou à la relation de travail;
- b) un contrat donnant le droit de jouir d'un bien immobilier ou de l'acquérir est exclusivement régi par la loi de l'Etat membre sur le territoire duquel l'immeuble est situé;
- c) les droits de l'entreprise d'assurances sur un bien immobilier, un navire ou un aéronef qui sont soumis à inscription dans un registre public sont régis par la loi de l'Etat membre sous l'autorité duquel le registre est tenu.

**Art. 58-2.**– 1. L'adoption de mesures d'assainissement ou l'ouverture d'une procédure de liquidation collective n'affecte pas les droits réels d'un créancier ou d'un tiers sur des biens corporels ou incorporels, meubles ou immeubles – à la fois des biens déterminés et des ensembles de biens indéterminés dont la composition est sujette à modification – appartenant à l'entreprise d'assurances et qui se trouvent, au moment de l'adoption de telles mesures ou de l'ouverture d'une telle procédure, sur le territoire d'un autre Etat membre.

2. Sont notamment visés:

- a) le droit de réaliser ou de faire réaliser le bien et d'être désintéressé par le produit ou les revenus de ce bien, en particulier en vertu d'un gage ou d'une hypothèque;
- b) le droit exclusif de recouvrer une créance, notamment en vertu de la mise en gage ou de la cession de cette créance à titre de garantie;
- c) le droit de revendiquer le bien et/ou d'en réclamer la restitution entre les mains de quiconque le détient ou en jouit contre la volonté de l'ayant droit;
- d) le droit réel de percevoir les fruits d'un bien.

3. La loi régissant la constitution du droit réel détermine la nature réelle de ce droit au sens du présent article.

4. Est assimilé à un droit réel, le droit, inscrit dans un registre public et opposable aux tiers, permettant d'obtenir un droit réel au sens du point 1.

5. Le point 1 ne fait pas obstacle aux actions en nullité, en annulation ou en inopposabilité énoncées à l'article 58 point 2, lettre 1).

**Art. 58-3.**– 1. L'adoption de mesures d'assainissement ou l'ouverture d'une procédure de liquidation collective à l'encontre d'une entreprise d'assurances achetant un bien n'affecte pas les droits du vendeur fondés sur une réserve de propriété, lorsque ce bien se trouve, au moment de l'adoption de telles mesures ou de l'ouverture d'une telle procédure, sur le territoire d'un Etat membre autre que l'Etat d'adoption de telles mesures ou d'ouverture d'une telle procédure.

2. L'adoption de mesures d'assainissement ou l'ouverture d'une procédure de liquidation collective à l'encontre d'une entreprise d'assurances vendant un bien, après la livraison de ce bien, ne constitue pas une cause de résolution ou de résiliation de la vente et ne fait pas obstacle à l'acquisition par l'acheteur de la propriété du bien vendu, lorsque ce bien se trouve, au moment de l'adoption de telles mesures ou de l'ouverture d'une telle procédure, sur le territoire d'un Etat membre autre que l'Etat d'adoption de telles mesures ou d'ouverture d'une telle procédure.

3. Les points 1 et 2 ne font pas obstacle aux actions en nullité, en annulation ou en inopposabilité énoncées à l'article 58 point 2, lettre 1).

**Art. 58-4.**– 1. L'adoption de mesures d'assainissement ou l'ouverture d'une procédure de liquidation collective n'affecte pas le droit d'un créancier d'invoquer la compensation de sa créance avec la créance de l'entreprise d'assurances, lorsque cette compensation est permise par la loi applicable à la créance de l'entreprise d'assurances.

2. Le point 1 ne fait pas obstacle aux actions en nullité, en annulation ou en inopposabilité visées à l'article 58 point 2, lettre 1).

**Art. 58-5.**– 1. Sans préjudice de l'article 58-2 les effets d'une mesure d'assainissement ou de l'ouverture d'une procédure de liquidation collective sur les droits et obligations des participants à un marché réglementé sont régis exclusivement par la loi applicable audit marché.

2. Le point 1 ne fait pas obstacle à l'exercice d'une action en nullité, en annulation ou en inopposabilité, visée à l'article 58 point 2, lettre l), pour ne pas prendre en ligne de compte des paiements ou des transactions en vertu de la loi applicable audit marché.

**Art. 58-6.**– L'article 58 point 2, lettre l) n'est pas applicable lorsque la personne qui a bénéficié d'un acte juridique préjudiciable à l'ensemble des créanciers a apporté la preuve que:

- a) ledit acte est soumis à la loi d'un Etat membre autre que l'Etat membre d'origine, et que
- b) cette loi ne permet, par aucun moyen, d'attaquer cet acte dans l'affaire en cause.

**Art. 58-7.**– Lorsque, par un acte conclu après l'adoption d'une mesure d'assainissement ou l'ouverture d'une procédure de liquidation collective, l'entreprise d'assurances aliène, à titre onéreux,

- a) un bien immobilier;
- b) un navire ou un aéronef soumis à inscription dans un registre public, ou
- c) des valeurs mobilières ou des titres dont l'existence ou le transfert suppose une inscription dans un registre ou sur un compte prévu par la loi ou qui sont placés dans un système de dépôts central régi par la loi d'un Etat membre,

la validité de cet acte est régie par la loi de l'Etat membre sur le territoire duquel ce bien immobilier est situé ou sous l'autorité duquel ce registre, ce compte ou ce système est tenu.

**Art. 58-8.**– Les effets des mesures d'assainissement ou de la procédure de liquidation collective sur une instance en cours concernant un bien ou un droit dont l'entreprise d'assurances est dessaisie sont régis exclusivement par la loi de l'Etat membre dans lequel l'instance est en cours.

## *Section 2: Le sursis de paiement*

**Art. 59.**– Le sursis de paiement d'une entreprise d'assurances soumise à la surveillance du Commissariat peut intervenir dans les cas suivants:

- a) lorsque le crédit de l'entreprise est ébranlé ou lorsqu'elle se trouve dans une impasse de liquidité, qu'il y ait cessation de paiement ou non;
- b) lorsque l'exécution intégrale des engagements de l'entreprise est compromise;
- c) lorsque l'agrément de l'entreprise a été retiré et que cette décision n'est pas encore définitive.

**Art. 59-1.**– 1. Seuls le Commissariat ou l'entreprise peuvent demander au tribunal de prononcer le sursis de paiement visé à l'article 59.

2. La requête motivée, appuyée des documents justificatifs, est déposée à cet effet au greffe du tribunal.

3. Lorsque la requête émane de l'entreprise, celle-ci est tenue, sous peine d'irrecevabilité de sa demande, d'en avvertir le Commissariat avant de saisir le tribunal. Le greffe certifie le jour et l'heure du dépôt de la requête et en informe immédiatement le Commissariat.

4. Lorsque la requête émane du Commissariat, celui-ci devra la signifier à l'entreprise par exploit d'huissier. L'exploit d'huissier est dispensé des droits de timbre et d'enregistrement et de la formalité de l'enregistrement.

5. Le dépôt de la requête par l'entreprise ou, en cas d'initiative du Commissariat, la signification de la requête entraîne de plein droit, jusqu'à décision définitive sur la requête, sursis à tout paiement de la part de cette entreprise et comporte l'interdiction, sous peine de nullité, de procéder à tous actes autres que conservatoires, sauf autorisation expresse du Commissariat.

**Art. 59-2.**– 1. Le tribunal statue à bref délai en audience publique à une date et heure communiquées antérieurement aux parties. Si le tribunal a reçu les observations du Commissariat et s'il

s'estime suffisamment renseigné, il prononce immédiatement en audience publique sans entendre les parties. Si le Commissariat n'a pas déposé ses observations et si le tribunal l'estime nécessaire, il convoque le Commissariat et l'entreprise au plus tard dans les trois jours du dépôt de la requête, par les soins du greffe. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.

2. Le greffe informe immédiatement le Commissariat de la teneur du jugement. Il notifie le jugement au Commissariat et à l'entreprise par lettre recommandée. Le Commissariat informe d'urgence les autorités compétentes de tous les autres Etats membres de la décision d'adoption de cette mesure avec indication de ses effets concrets.

3. Le jugement détermine, pour une durée ne pouvant dépasser six mois, les conditions et les modalités du sursis de paiement.

4. Le jugement, même rendu sans audition des parties ou de l'une d'elles, n'est pas susceptible d'opposition, ni de tierce opposition. Il est exécutoire par provision, nonobstant tout recours, sur minute, avant l'enregistrement et sans caution.

5. Le Commissariat et l'entreprise peuvent former appel dans un délai de quinze jours à partir de la notification du jugement conformément au point 2 par voie de déclaration au greffe du tribunal. L'appel est jugé d'urgence selon la procédure sommaire par l'une des chambres connaissant des affaires civiles et commerciales de la Cour Supérieure de Justice. Les parties sont convoquées au plus tard dans les huit jours par les soins du greffe de la Cour. Les parties sont entendues en chambre du conseil. La Cour statue en audience publique à une date et heure préalablement communiquées aux parties. L'arrêt n'est pas susceptible d'un pourvoi en cassation.

6. Lorsqu'une partie ne se présente pas, l'arrêt rendu par défaut n'est pas susceptible d'opposition.

7. Le jugement admettant le sursis de paiement nomme un ou plusieurs commissaires de surveillance qui contrôlent la gestion du patrimoine de l'entreprise.

8. A peine de nullité, l'autorisation écrite des commissaires de surveillance est requise pour tous les actes et décisions de l'entreprise. Le tribunal peut toutefois limiter le champ des opérations soumises à l'autorisation. Les commissaires de surveillance peuvent soumettre à la délibération des organes sociaux toutes propositions qu'ils jugent opportunes. Ils peuvent assister aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires, des organes d'administration, de direction, de gestion ou de surveillance de l'entreprise.

9. En cas d'opposition entre les organes de l'entreprise et les commissaires de surveillance, il est statué par le tribunal sur requête d'une des parties, les parties entendues en chambre du conseil. Sa décision n'est susceptible d'aucun recours.

10. Le Commissariat exerce de plein droit la fonction de commissaire de surveillance jusqu'au prononcé du jugement sur la requête prévue par l'article 59-1 point 2.

11. Le tribunal fixe les frais et honoraires des commissaires de surveillance; il peut leur allouer des avances.

12. Le tribunal peut, à la demande du Commissariat, de l'entreprise ou des commissaires de surveillance, modifier les modalités d'un jugement prononcé sur la base du présent article.

**Art. 59-3.**– 1. Dans les huit jours de son prononcé, le jugement admettant le sursis de paiement, et nommant un ou plusieurs commissaires de surveillance, ainsi que les jugements modificatifs, sont publiés par extrait aux frais de l'entreprise et à la diligence des commissaires de surveillance, au Mémorial et dans au moins trois journaux, luxembourgeois ou étrangers, à diffusion adéquate, désignés par le tribunal.

2. L'arrêt réformant un jugement visé au point précédent est publié, sans délai par extrait, aux frais de la partie succombante et à la diligence des commissaires de surveillance ou, à défaut de commissaires de surveillance, du Commissariat, au Mémorial et dans les mêmes journaux que ceux dans lesquels la publication du jugement a eu lieu le cas échéant.



3. Aux fins de leur publication au Journal Officiel des Communautés européennes, un extrait des décisions visées aux points 1 et 2 est envoyé, à la diligence des personnes visées à ces points, à l'Office des publications officielles des Communautés européennes dans les huit jours de leur prononcé.

4. La publicité visée aux points 1 et 2 précise l'autorité ayant décidé du sursis de paiement, l'objet et la base juridique de la mesure prise et les voies de recours. Elle est assurée dans une des langues officielles de l'Etat membre dans lequel l'information est publiée.

5. Le sursis de paiement s'applique indépendamment des dispositions concernant la publication énoncées aux points 1 à 4 ci-dessus et produit tous ses effets à l'égard des créanciers.

6. Les personnes chargées des publications visées aux points 1 et 2 doivent demander que les décisions visées à ces points soient inscrites au registre de commerce et des sociétés au Luxembourg ainsi qu'à tout registre public d'un autre Etat membre prévoyant l'obligation d'une telle inscription. Les dispositions impératives de la loi sur le registre de commerce et des sociétés sont applicables. Les frais d'inscription sont considérés comme des frais et dépens de la procédure.

### *Section 3: La liquidation judiciaire*

**Art. 60.**— La dissolution et la liquidation d'une entreprise d'assurances soumise à la surveillance du Commissariat peut intervenir dans les cas suivants:

- a) lorsqu'il appert que le régime du sursis de paiement prévu à la section 2 du présent chapitre antérieurement décidé ne permet pas de redresser la situation qui a justifié celui-ci;
- b) lorsque la situation financière de l'entreprise est ébranlée au point que cette dernière ne pourra plus satisfaire à ses engagements;
- c) lorsque l'agrément de l'entreprise a été retiré et que cette décision est devenue définitive.

La décision concernant l'ouverture d'une procédure de liquidation peut être prise en l'absence d'une mesure de sursis de paiement antérieure.

**Art. 60-1.**— 1. Seuls le Commissariat ou le Procureur d'Etat, le Commissariat dûment appelé en cause, peuvent demander au tribunal de prononcer la dissolution et la liquidation d'une entreprise.

2. La requête motivée, appuyée des documents justificatifs, est déposée au greffe du tribunal.

3. Le Commissariat ou le Procureur d'Etat doivent signifier le dépôt de la requête à l'entreprise par exploit d'huissier.

**Art. 60-2.**— 1. Le tribunal statue à bref délai en audience publique à une date et heure communiquées antérieurement aux parties. Il convoque l'entreprise, le Commissariat et le Procureur d'Etat au plus tard dans les trois jours du dépôt de la requête, par les soins du greffe. Il les entend en chambre du conseil et prononce en audience publique. Le jugement énoncera l'heure à laquelle il a été prononcé.

2. Le greffe informe immédiatement le Commissariat de la teneur du jugement. Il notifie le jugement au Commissariat et à l'entreprise par lettre recommandée. Le Commissariat informe d'urgence les autorités compétentes de tous les autres Etats membres de la décision d'adoption de cette mesure avec indication de ses effets concrets.

3. En ordonnant la liquidation, le tribunal nomme un juge-commissaire ainsi qu'un ou plusieurs liquidateurs. Il arrête le mode de liquidation. Il peut rendre applicables, dans la mesure qu'il détermine, les règles régissant la faillite. Dans ce cas, il peut fixer la date de la cessation de paiement; celle-ci ne peut précéder de plus de six mois le dépôt de la requête visée à l'article 60-1 point 2. Le mode de liquidation peut être modifié ultérieurement, soit d'office, soit sur requête des liquidateurs ou du Commissariat.

4. Le jugement prononçant la dissolution et ordonnant la liquidation, l'entreprise, le Commissariat et le Procureur d'Etat étant entendus, n'est pas susceptible d'opposition, ni de tierce opposition. Il est exécutoire par provision, nonobstant tout recours, sur minute, avant l'enregistrement et sans caution.

5. A partir du jugement, toutes actions mobilières ou immobilières, toutes voies d'exécution sur les meubles ou les immeubles, ne pourront être suivies, intentées ou exercées que contre les liquidateurs.

6. Le Commissariat ou le Procureur d'Etat et l'entreprise peuvent former appel par voie de déclaration au greffe du tribunal. Le délai d'appel est de quinze jours à partir de la notification du jugement conformément au point 2. L'appel est jugé d'urgence selon la procédure sommaire par l'une des chambres connaissant des affaires civiles et commerciales de la Cour Supérieure de Justice. Les parties sont convoquées au plus tard dans les huit jours par les soins du greffe de la Cour. Les parties sont entendues en chambre du conseil. La Cour statue en audience publique à une date et heure préalablement communiquées aux parties.

7. Lorsqu'une partie ne se présente pas, l'arrêt rendu par défaut n'est pas susceptible d'opposition.

8. La décision définitive prononçant la dissolution et ordonnant la liquidation comporte d'office le retrait de l'agrément pour l'entreprise de pratiquer des opérations d'assurances, si cet agrément ne lui a pas déjà été retiré auparavant.

Les dispositions de l'alinéa précédent n'empêchent pas le ou les liquidateurs de poursuivre certaines activités de l'entreprise d'assurances dans la mesure où cela est nécessaire ou approprié pour les besoins de la liquidation. Ces activités sont effectuées avec l'accord et sous le contrôle du Commissariat.

9. Les liquidateurs sont responsables tant envers les tiers qu'envers l'entreprise de l'exécution de leur mandat et des fautes commises pendant leur gestion.

10. Le tribunal fixe les frais et honoraires des liquidateurs; il peut leur allouer des avances. En cas d'absence ou d'insuffisance d'actif constatée par le juge-commissaire, les actes de procédure sont exempts de tous droits de greffe et d'enregistrement et les frais et honoraires des liquidateurs sont à charge du Trésor et liquidés comme frais judiciaires.

**Art. 60-3.**– 1. Dans les huit jours de son prononcé, le jugement prononçant la dissolution et ordonnant la liquidation d'une entreprise, et nommant un juge-commissaire et un ou plusieurs liquidateurs, ainsi que les jugements modificatifs, sont publiés, par extrait, aux frais de l'entreprise et à la diligence des liquidateurs, au Mémorial et dans au moins trois journaux, luxembourgeois ou étrangers, à diffusion adéquate, désignés par le tribunal.

2. L'arrêt réformant un jugement visé au point précédent est publié, sans délai, par extrait, aux frais de la partie succombante et à la diligence des liquidateurs ou, à défaut de liquidateurs, du Commissariat, au Mémorial et dans les mêmes journaux que ceux dans lesquels la publication du jugement a eu lieu le cas échéant.

3. Aux fins de leur publication au Journal Officiel des Communautés européennes, un extrait des décisions visées aux points 1 et 2 est envoyé, à la diligence des personnes visées à ces points, à l'Office des publications officielles des Communautés européennes dans les huit jours de leur prononcé.

4. La publicité visée aux points 1 et 2 précise l'autorité ayant décidé la dissolution et ordonnant la liquidation, l'objet et la base juridique de la mesure prise et les voies de recours. Elle est assurée dans une des langues officielles de l'Etat membre dans lequel l'information est publiée.

5. La liquidation s'applique indépendamment des dispositions concernant la publication énoncées aux points 1 à 4 ci-dessus et produit tous ses effets à l'égard des créanciers.

6. Les personnes chargées des publications visées aux points 1 et 2 doivent demander que les décisions visées à ces points soient inscrites au registre de commerce et des sociétés au Luxembourg ainsi qu'à tout registre public d'un autre Etat membre prévoyant l'obligation d'une telle inscription. Les dispositions impératives de la loi sur le registre de commerce et des sociétés sont applicables. Les frais d'inscription sont considérés comme des frais et dépens de la procédure.

**Art. 60-4.**– 1. Les liquidateurs informent rapidement et individuellement par une note écrite tout créancier connu.

2. La note visée au point 1 porte notamment sur les délais à observer, les sanctions prévues quant à ces délais, l'organe ou l'autorité habilitée à recevoir la production des créances ou les observations relatives aux créances et les autres mesures prescrites. La note indique également si les créanciers dont la créance est garantie par un privilège ou une sûreté réelle doivent produire leur créance. Dans le cas des créances d'assurance, la note indique en outre les effets généraux de la procédure de liquidation sur les contrats d'assurance, en particulier, la date à laquelle les contrats d'assurance ou les opérations cessent de produire leurs effets et les droits et obligations de l'assuré concernant le contrat ou l'opération.

3. L'information dans la note prévue au point 1 est fournie dans l'une des langues officielles du Luxembourg. A cet effet, un formulaire portant, dans toutes les langues officielles de l'Union européenne, le titre „Invitation à produire une créance: délais à respecter“, ou, lorsqu'est demandé la présentation d'observations relatives aux créances, „Invitation à présenter des observations relatives à une créance: délais à respecter“, est utilisé. Cependant, lorsqu'un créancier connu détient une créance d'assurance, l'information est fournie dans l'une des langues officielles de l'Etat membre dans lequel celui-ci a sa résidence habituelle, son domicile ou son siège statutaire.

4. Tout créancier a le droit de produire ses créances ou de présenter par écrit des observations relatives aux créances et d'utiliser à cet effet l'une des langues officielles de l'Etat dans lequel il a sa résidence habituelle, son domicile ou son siège statutaire. Cependant, la production de sa créance ou la présentation des observations sur sa créance, selon le cas, doit porter le titre „Production de créance“ ou „Présentation d'observations relatives aux créances“ dans l'une des langues officielles du Luxembourg.

5. Les créances de tous les créanciers ayant leur résidence habituelle, leur domicile ou leur siège statutaire dans un Etat membre autre que le Luxembourg bénéficient du même traitement et du même rang que les créances de nature équivalente susceptibles d'être présentées par les créanciers ayant leur résidence habituelle, leur domicile ou leur siège statutaire au Luxembourg.

6. Le créancier envoie une copie des pièces justificatives, s'il en existe, et indique la nature de la créance, la date de sa naissance et son montant, s'il revendique, pour cette créance, un privilège, une sûreté réelle ou une réserve de propriété et quels sont les biens sur lesquels porte sa sûreté. Il n'est pas nécessaire d'indiquer le privilège accordé aux créances d'assurance au titre de l'article 39.

7. Les liquidateurs informent régulièrement les créanciers, sous une forme appropriée, sur l'évolution de la liquidation.

8. Les autorités compétentes des Etats membres peuvent demander des informations au Commissariat sur le déroulement de la procédure de liquidation.

**Art. 60-5.**– 1. La composition des actifs inscrits à l'inventaire permanent des actifs représentatifs conformément à l'article 37, au moment de l'ouverture de la procédure de liquidation, ne doit plus être remise en cause, et aucune modification ne peut être apportée à cet inventaire, exception faite de la correction d'erreurs purement matérielles, sauf autorisation du juge-commissaire.

2. Nonobstant le point 1 ci-dessus, les liquidateurs doivent ajouter auxdits actifs leur produit financier, ainsi que le montant des primes pures encaissées entre l'ouverture de la procédure de liquidation et le paiement des créances d'assurance ou jusqu'au transfert de portefeuille.

3. Si le produit de la réalisation des actifs est inférieur à leur évaluation à l'inventaire susvisé, les liquidateurs sont tenus d'en donner justification au juge-commissaire.

**Art. 60-6.**– 1. Les sommes ou valeurs revenant aux créanciers, actionnaires et associés qui ne se sont pas présentés lors de la clôture des opérations de liquidation sont déposées à la caisse des consignations au profit de qui il appartiendra.

2. Lorsque la liquidation est terminée, les liquidateurs font rapport au tribunal sur l'emploi des valeurs de l'entreprise et soumettent les comptes et pièces à l'appui. Le tribunal peut nommer un ou plusieurs commissaires pour examiner les documents. Il est statué, le cas échéant après le rapport des commissaires, sur la gestion des liquidateurs et sur la clôture de la liquidation. Celle-ci est publiée conformément à l'article 60-3 point 1.

Cette publication comprend en outre:

- a) l'indication de l'endroit désigné par le tribunal où les livres et documents sociaux doivent être déposés pendant cinq ans au moins;
- b) l'indication des mesures prises conformément au point 1 qui précède en vue de la consignation des sommes et valeurs revenant aux créanciers, aux actionnaires et aux associés dont la remise n'aurait pu leur être faite.

**Art. 60-7.**— Toutes les actions contre les liquidateurs pris en cette qualité se prescrivent par cinq ans à partir de la publication de la clôture des opérations de liquidation prévue à l'article 60-6 point 2.

Les actions contre les liquidateurs pour faits de leurs fonctions se prescrivent par cinq ans à partir de ces faits, ou, s'ils ont été celés par dol, à partir de la découverte de ces faits.

#### *Section 4: La liquidation volontaire*

**Art. 61.**— 1. Une entreprise ne peut se mettre en liquidation volontaire qu'après:

- avoir renoncé à l'agrément conformément à l'article 50 ou s'être vu retirer l'agrément conformément à l'article 51
- et
- en avoir averti le Commissariat au moins un mois avant la convocation de l'assemblée extraordinaire.

Le Commissariat conserve ses droits de contrôle. En cas d'une liquidation faisant suite à une renonciation à l'agrément les liquidateurs nommés par l'entreprise doivent être agréés par le Commissariat. Dans le cas d'une liquidation faisant suite à un retrait d'agrément les liquidateurs nommés conformément à l'article 51 point 4 sont chargés de la liquidation de l'entreprise.

2. Une décision de mise en liquidation volontaire n'enlève pas au Commissariat et au Procureur d'Etat la faculté de demander au tribunal de prononcer la dissolution et la liquidation d'une entreprise conformément à l'article 60.“

#### **Art. 3.— Dispositions relatives à la branche de l'assurance de la responsabilité civile des véhicules terrestres automoteurs**

- 1) A la suite de l'article 30, la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances est complétée par un nouvel article 30-1 nouveau libellé comme suit:

**„Art. 30-1.**— 1. Les entreprises luxembourgeoises et les succursales des entreprises d'un pays tiers ne peuvent obtenir l'agrément dans la branche 10 du point A de l'annexe I, à l'exclusion de la responsabilité du transporteur, que si elles désignent dans chacun des Etats membres autres que le Grand-Duché de Luxembourg un représentant chargé du règlement des sinistres.

2. Le représentant chargé du règlement des sinistres doit avoir sa résidence ou doit être établi dans l'Etat membre dans lequel il est désigné.

3. Le représentant chargé du règlement des sinistres doit traiter et régler les sinistres résultant d'un accident soit survenu dans un Etat membre autre que celui où il a été désigné soit survenu sur le territoire d'un pays tiers dont le bureau d'assurance, au sens de l'article 1er, paragraphe 3 de la directive 72/166/CEE a adhéré au système de la carte verte et causé par la circulation d'un véhicule terrestre automoteur

- assuré auprès de l'entreprise luxembourgeoise ou auprès de la succursale luxembourgeoise de l'entreprise de pays tiers qui l'a désigné
- et
- qui a son stationnement habituel tel que défini à l'article premier de la directive (72/166/CEE) dans un Etat membre autre que celui où le représentant chargé du règlement des sinistres réside ou est établi

et dont la personne lésée par cet accident réside dans le même Etat membre que lui-même.

A cette fin, le représentant du règlement des sinistres doit disposer de pouvoirs suffisants pour représenter l'entreprise d'assurance auprès des personnes lésées visées à l'alinéa précédent et pour

traiter leurs demandes d'indemnisation. Il doit être en mesure d'examiner l'affaire dans la ou les langues officielles de l'Etat membre où il est désigné.

4. Les entreprises visées au point 1 sont tenues de communiquer les noms, prénoms et adresses des représentants chargés du règlement des sinistres désignés conformément au point 1 au Commissariat, au Fonds de garantie automobile et aux organismes d'information tels que visés à l'article 5 de la directive (2000/26/CE) établis dans les Etats membres autres que le Grand-Duché de Luxembourg.“

- 2) A la suite de l'article 73 la loi du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances est complétée par un nouvel article 73-1 libellé comme suit:

„**Art. 73-1.**— Si l'entreprise a omis de désigner un représentant tel que visé à l'article 73 point 3, le représentant chargé du règlement des sinistres désigné conformément à l'article 4 de la directive (2000/26/CE) par l'entreprise couvrant sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg en libre prestation de services des risques relevant de l'assurance de la responsabilité civile des véhicules terrestres automoteurs (à l'exception de la responsabilité des transporteurs) assume le rôle du représentant visé à l'article 73 point 3.“

**Art. 4.— Dispositions transposant la directive 2002/83/CE**

La loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances est modifiée comme suit:

- a) L'article 15 point 4 dernier alinéa est remplacé par le texte suivant:

„Lorsque les informations proviennent d'un autre Etat membre, elles ne peuvent être divulguées à des organes ou autorités d'un pays tiers, aux autorités chargées de la surveillance des organes impliquées dans la liquidation et dans la faillite d'entreprises d'assurances et aux actuaires indépendants sans l'accord explicite des autorités compétentes qui ont divulgué lesdites informations et exclusivement aux fins pour lesquelles ces dernières ont marqué leur accord.“

- b) L'article 25 point 1 lettre y est remplacé par le texte suivant:

„y) „marché réglementé“:

- dans le cas d'un marché situé dans un Etat membre, un marché réglementé tel que défini à l'article 1er, point 13, de la directive 93/22/CEE, et
- dans le cas d'un marché situé dans un pays tiers, le marché financier reconnu par l'Etat membre d'origine de l'entreprise d'assurance et qui satisfait à des exigences comparables. Les instruments financiers qui y sont négociés doivent être d'une qualité comparable à celle des instruments négociés sur le ou les marchés réglementés de l'Etat membre en question;“

Luxembourg, le 9 février 2004

*Le Rapporteur,*  
Norbert HAUPERT

*Le Président,*  
Lucien WEILER

